



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



Rapport 2014

Les entreprises françaises & l'Afrique

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international lemoci.com

Hors-série - Décembre 2013 - 25 euros

Le monde est complexe. Vos décisions ne doivent pas l'être.

Défense

Permettre aux forces armées d'acquérir et de conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

Aéronautique

Contribuer à rendre le transport aérien toujours plus sûr, plus fluide, plus plaisant et moins polluant

Transport terrestre

Aider les opérateurs à améliorer la capacité et l'efficacité de leurs réseaux et le service aux passagers

Sécurité

Protéger les citoyens, les données sensibles et les infrastructures grâce à des solutions intégrées et résilientes

Espace

Optimiser les solutions spatiales pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science



Partout où des décisions critiques doivent être prises, Thales est présent. Sur les marchés que nous servons - aéronautique, espace, transport terrestre, défense et sécurité -, nous aidons les utilisateurs de nos solutions à prendre les décisions qui mènent à des actions et des résultats plus efficaces. Nous combinons pour cela nos savoir-faire, nos technologies et nos services pour maîtriser toutes les étapes de ce que nous appelons la Chaîne de décision critique. L'expertise de ses 65 000 collaborateurs, sa puissance technologique et sa présence opérationnelle dans 56 pays font ainsi de Thales un acteur clé de la sécurité des citoyens, des infrastructures et des Etats.

Pour en savoir plus, scannez le flash code ou rendez-vous sur thalesgroup.com

THALES
Together • Safer • Everywhere

LE MOCI

**Directeur de la publication
et Directeur général**
Vincent Lalu

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Delphine Miot (maquette)

Ont collaboré à ce numéro :

Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette

amarena / www.amarena.fr

Impression

Imprimerie de Champagne

Directrice du développement

Delphine Chêne

Directeur commercial

Philippe Chebance

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ÉDITEUR Sedec SA

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

**CONSEIL FRANÇAIS
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**



C I A N

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin

75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : relationcian@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction

Anthony Bouthelier

Alix Camus

Stephen Decam

Le rêve africain ? 5

Anthony Bouthelier, Président délégué du CIAN

Les faits marquants de 2013 6

Les échanges franco-africains 8

Chiffres-clés et tendances marquantes

Une approche innovante de l'Afrique 12

Entretien avec Henri de Cazotte, Coordinateur
de la mission gouvernementale française
sur l'agenda du développement post-2015 12

Les ajustements novateurs des groupes français 16

2iE, au-delà de la formation, un accompagnateur
de l'évolution du continent 18

Grande consommation 20

Comment l'émergence des classes moyennes change la
donne pour CFAO 20

Face à la montée des déchets électroniques,
la solution « clic vert » des Ateliers du Bocage 22

Quand l'Afrique défend ses indications géographiques 24

Services 28

Quand les chercheurs se penchent au chevet de l'emploi 28

Onomo International ou le pari d'une chaîne hôtelière
« Made in Africa » 30

Santé : comment Pasteur soutient la recherche... africaine 32

Produits techniques 34

Cartes prépayées : la révolution africaine du mobile money 34

Télécommunications : l'innovation stimulée par l'utilisateur 36

Solutions numériques mobiles pour renforcer la démocratie 38

Analyse économique par zone et par pays 40

Les résultats 2013 de l'enquête CIAN 40

Afrique du Nord 48

Afrique de l'Ouest 64

Afrique centrale 102

Afrique australe, orientale et océan Indien 124

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

UNE PRISE EN COMPTE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE L'AFRIQUE

ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS
AUX ENTREPRISES AFRICAINES
ET ÉTRANGÈRES

APPUI AUX INSTITUTIONS
MULTILATÉRALES DE
DÉVELOPPEMENT QUI
INVESTISSENT EN AFRIQUE

ASSISTANCE TECHNIQUE ET
CONSEILS AUX GOUVERNEMENTS
AFRICAINS DANS LA MISE
EN PLACE DE CADRES
JURIDIQUES REQUIS



DROIT
FISCAL



DROIT
DES SOCIÉTÉS



DROIT
SOCIAL



CONCURRENCE
DISTRIBUTION



PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION



DROIT DU
PATRIMOINE



RÈGLEMENT DES
CONTENTIEUX



DROIT
PUBLIC

CONTACTS

Yves ROBERT : yrobert@fidalinternational.com
Philippe DEBRY : pdebry@fidalinternational.com
Séverine LAURATET : slauratet@fidalinternational.com
Vincent MAUREL : vmaurel@fidalinternational.com
Issaka ZAMPALIGRE : izampaligre@fidalinternational.com



Le rêve africain ?

Ce Rapport CIAN 2014 confirme la prospérité de nos entreprises mais indique aussi une insuffisance voire une dégradation de l'environnement des affaires qui bride l'envolée économique tant attendue.

Les 5 à 6 % de croissance tant célébrés par contraste avec l'atonie des économies des pays du Nord sont insuffisants pour sortir l'Afrique de l'ornière. La référence aux grands émergents – Chine, Inde, Brésil... – est inadéquate car ces pays sont dotés d'une unité politique et d'une seule monnaie. Cette unité, le continent la rêve mais n'oublions pas l'existence de 54 pays dans une immensité qui peut contenir tout ensemble, la Chine, l'Inde et l'Europe.

Si l'Afrique peut être notre nouvelle frontière et que des évolutions positives émergent ici ou là – naissance d'une classe moyenne, diminution des conflits armés... – rien ne serait pire que de se bercer d'illusions et de croire à l'automatisme d'un développement généré par des facteurs tels que l'évolution démographique ou l'urbanisation.

La mobilisation de tous les acteurs reste de rigueur, le secteur privé joue un rôle essentiel dans la création de richesses, et dans la construction d'un État de droit qui libérera les forces entrepreneuriales.

Les entreprises françaises, dans un environnement africain difficile, disposent de l'atout majeur qu'est l'expérience comme en témoignent leurs excellents résultats publiés dans ce Rapport. Cet avantage comparatif, il faut le jouer très vite et très fort dans une conjoncture qui reste encore porteuse.

À la réunion qui s'est tenue à Bercy, en marge du Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique des 6 et 7 décembre 2013, la Ministre des finances du Nigeria, Madame Ngozi Okonjo-Iweala, a malicieusement conseillé de se pencher sur des exemples de réussites et elle a mentionné la Corée du Sud. Qui se souvient qu'il y a soixante ans, son PIB était de 50 USD par habitant, alors qu'il atteint plus de 20 000 USD aujourd'hui ?

Face à un déferlement de bonnes idées et une débauche conceptuelle bien française, cette attitude d'ouverture sur le monde et d'écoute était d'un pragmatisme qui ne peut qu'interpeller le secteur privé.

Dans un colloque récent, Lionel Zinsou, évoquant l'évolution du CIAN, relève que les entreprises investies en Afrique de nos jours ne sont plus celles de la colonisation. Ces sociétés sont désormais globales, leur champ d'action est mondial et fait d'elles des témoins voire des acteurs de développements réussis.

Dans le dialogue public-privé, d'autant plus évoqué que mal mis en œuvre, le talent du privé est surtout dans le témoignage des pratiques réussies à la lumière d'une culture du résultat.

Bref, le secteur privé sait ce « qui marche » ou « qui ne marche pas », non par intelligence supérieure, mais par expérience du terrain et la Ministre Ngozi Okonjo-Iweala a bien eu raison de recommander la démarche de modestie que requiert l'observation du monde.

Anthony Bouthelier, Président délégué



Janvier

- **Mali.** Des Jihadistes prennent le Nord du pays. Suite à une demande du président par intérim Dioncounda Traoré à François Hollande et au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, une intervention militaire française est déclenchée le 11 janvier sous mandat de l'ONU. L'opération Serval, associée aux Forces de l'Union africaine, va stopper l'avancée des rebelles, permettre à l'armée malienne de reprendre pied dans le Nord et enclencher un redémarrage des institutions démocratiques.

Février

- **Guinée.** La marche pacifique organisée le 27 février par l'opposition guinéenne pour réclamer des élections législatives libres et transparentes se termine par des affrontements (130 blessés dont 68 policiers et gendarmes).
- **Tunisie.** Le parti islamiste Ennahda annonce renoncer aux ministères régaliens ouvrant la voie à la constitution d'un gouvernement d'union nationale.
- **Cameroun.** La famille française Tanguy Moulin-Fournir est enlevée le 19 février par le groupe islamiste Boko Haram. Elle sera libérée le 19 avril.

Mars

- **Soudan.** Les deux Soudan parviennent à un accord sur la question de l'acheminement du pétrole vers Port Soudan.
- **République centrafricaine.** La coalition rebelle de la Séléka prend le contrôle de Bangui. Le président élu François Bozizé fuit au Cameroun voisin. La France renforce son contingent militaire pour assurer la sécurité de ses ressortissants.
- **Chine/Afrique.** Le président chinois Xi Jinping effectue sa première visite officielle en Afrique (Tanzanie, Afrique du Sud, Congo Brazzaville). Pékin propose des prêts de 20 milliards USD sur 2013-2015.

Avril

- **France/Afrique.** Le livre blanc de la Défense remis à François Hollande met l'accent sur l'Afrique. Les troupes françaises en Afrique devraient être maintenues mais l'implication des alliés sollicitée.
- **Banque Africaine de développement (BAD).** Donald Kaberuka, président de la BAD dévoile la nouvelle stratégie décennale (2013-2022) qui met l'accent, notamment, sur les infrastructures, l'intégration économique et le secteur privé.

Mai

- **Afrique.** CFAO, premier groupe français de distribution en Afrique, s'associe avec Carrefour pour créer, d'ici 10 ans, 35 galeries marchandes dans 8 pays.

Juin

- **Égypte.** Les manifestants pro et anti Morsi s'affrontent violemment au Caire et à Alexandrie, le président égyptien refusant des élections anticipées. Sa destitution le 3 juillet par l'armée, marque la fin du contrôle du pouvoir par les Frères Musulmans et l'ouverture d'une nouvelle période de transition.

Juillet

- **États-Unis/Afrique.** En visite en Afrique du Sud, le prési-

Afrique du Sud.

Décès, le 5 décembre, de Nelson Mandela qui reçoit un hommage mondial. Plus de 100 chefs d'État et de gouvernement rendront hommage à « Madiba » dans le grand stade de Soweto.

dent américain Barack Obama annonce son plan « Power Africa » de 7 milliards USD destiné à faciliter l'accès à l'électricité, avec pour partenaire central General Electric.

- **Zimbabwe.** Le président Robert Mugabe, 89 ans, est proclamé vainqueur de la présidentielle avec 61 % des voix et une majorité des deux tiers à l'Assemblée.

Août

- **Mali.** Ibrahima Boubacar Keita est élu président du Mali avec 77 % des suffrages face à Soumaila Cissé.

Septembre

- **Kenya.** Pendant 4 jours, des dizaines de personnes au centre commercial de Westgate, à Nairobi, sont prises en otages par un commando des Chabaab somaliens. Bilan : 67 morts et 175 blessés.

Octobre

- **Afrique.** La croissance du PIB africain atteindrait 4,9 % en 2013 (4,2 % en 2012) et devrait accélérer à 5,5 % en 2015. (*Africa Pulse*, Banque mondiale).
- **République centrafricaine.** Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve l'envoi de troupes en RCA.
- **Madagascar.** Le premier tour du scrutin présidentiel se tient le 25 octobre, après 4 ans de crise. Le 2^e tour devait avoir lieu le 20 décembre.
- **Mozambique.** La Renamo (opposition) revient sur l'accord de paix de 1992, conduisant des milliers de personnes à descendre dans la rue et manifester en faveur de la paix.

Novembre

- **Mali.** Le 2 novembre, les journalistes de RFI, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, sont enlevés à Kidal et exécutés.
- **Cameroun.** Le père Georges Vandenbeusch est enlevé le 13 novembre au Cameroun.

Décembre

- **République Centrafricaine.** Le 5 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU donne son feu vert pour un mandat d'intervention d'un an à la Misca (portée à 3 600 hommes) et de six mois renouvelable aux forces françaises. François Hollande lance l'opération Sangaris (1 600 soldats).
- **France.** Le sommet Afrique-France pour la paix et la sécurité en Afrique se tient à Paris les 6 et 7 décembre, en présence d'une quarantaine de chefs d'États. L'Afrique doit assurer sa sécurité et doit être dotée d'une force de réaction rapide : 20 000 soldats africains pourraient être formés par la France. Paris veut par ailleurs doubler ses échanges avec l'Afrique d'ici cinq ans et lancer un nouveau modèle de partenariat économique avec le continent inspiré des principales conclusions du rapport de la mission Védrine, présentées le 4 décembre.



DAVID, STÉPHANIE, MICHEL ET VINCENT TRAVAILLENT CHEZ POK, UNE PME DE 78 PERSONNES QUI FABRIQUE DU MATÉRIEL DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES À NOGENT-SUR-SEINE. LEUR CAPACITÉ D'INNOVATION ET L'ACCOMPAGNEMENT PERFORMANT DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE À L'INTERNATIONAL PERMETTENT AU GROUPE D'EXPORTER SES PRODUITS DANS PLUS DE 70 PAYS.

1 ENTREPRISE SUR 3 QUI EXPORTE

EST ACCOMPAGNÉE PAR SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DÉCOUVREZ NOTRE SITE IMPORTEXPOR-SOLUTIONS.FR

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT  SOCIÉTÉ
D'ÉQUIPE  GÉNÉRALE

Chiffres clés et tendances marquantes

L'année 2013 aura sans conteste été marquée, en France, par la prise de conscience au plus haut niveau qu'il était temps de relancer les relations économiques africaines, en essayant d'innover dans les approches. Au regard des statistiques commerciales et des IDE, la France peut sans aucun doute améliorer une performance qui n'est pas à la hauteur des savoir-faire qu'elle peut offrir aux pays africains.

Diagnostic douloureux, mobilisation générale

En France l'heure est à la mobilisation générale : l'Hexagone a perdu sur ce continent des positions depuis une dizaine d'années, sa part de marché chutant ainsi de 10,1 % en 2000 à 4,7 % en 2011, a rappelé Pierre Moscovici, ministre français de l'Économie et des finances, lors du Forum économique Afrique-France du 4 décembre 2013, qui a précédé le Sommet Afrique-France des 6 et 7 décembre. « Peu de grands contrats majeurs (eau, énergie, ferroviaire) ont récemment été remportés par des entreprises françaises » constatait Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, déplorant que la part de marché française se soit nettement érodée en 20 ans dans des pays comme le Cameroun (de 36 à 14 %) ou la Côte d'Ivoire (de 31 à 13 %) sans qu'elle ne décolle dans les pays anglophones tels que le Kenya (1,5 %) ou le Nigeria (3,6 %). La ministre aurait pu aussi citer l'exemple du Maroc, où la France a été reléguée au deuxième rang des fournisseurs en 2012 par l'Espagne, qui a fortement relancé ses exportations pour compenser la crise. D'où l'appel à « un nouveau modèle de partenariat économique entre l'Afrique et la France », titre de ce forum qui a fourni le cadre de la présentation du rapport Védrine sur « Un partenariat pour l'avenir ». Le président français François Hollande a fixé pour objectif de « doubler les échanges dans les deux sens ».

Des marchés d'importations dynamiques

Si les besoins d'investissements en infrastructures sont estimés à un minimum de 50 milliards d'euros pour les dix ans à venir par l'OCDE, les financements ne sont pas toujours au rendez-vous. Toutefois, au regard des tendances récentes

des importations du continent africain, selon les statistiques disponibles dans la base GTA de GTIS*, les achats d'un certain nombre de pays restent extrêmement dynamiques. Quelques exemples de tendances 2012 et 2013 :

- **Afrique du sud** : les importations ont augmenté de 10 % en valeur en 2012 (79 Mds EUR), mais la tendance est au repli cette année (- 3,75 % sur les 9 premiers mois 2013) ;
- **Égypte** : si 2013 est au ralentissement (+ 0,83 % sur 8 mois), les importations ont bondi de 17,5 % en 2012 (52,5 Mds EUR) ;
- **Algérie** : les importations algériennes

sont toujours à la hausse : + 12 % sur les 9 premiers mois de l'année, après + 15,5 % en 2012 (39,2 Mds EUR) ;

- **Maroc** : également à la hausse avec + 6,39 % en 2012 (33,3 Mds EUR) ;
- **Nigeria** : + 5,3 % de hausse des importations au premier semestre 2013 (15,7 Mds EUR), après une chute de 26,4 % en 2012 ;
- **Côte d'Ivoire** : la tendance 2013 est à + 21,5 % pour les neuf premiers mois de 2013 (6,5 Mds EUR), après la forte reprise (+ 57,7 %) de 2012 ;
- **Kenya** : la tendance des importations était à + 19,16 % en 2012 (12,4 Mds EUR) ;

**LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2012 (EN EURO)**

	2011	2012	2012/2011 (%)
Algérie	5 766 549 580	6 360 392 052	10,30
Maroc	4 316 483 311	4 027 964 949	- 6,68
Tunisie	3 610 885 391	3 613 629 441	0,08
Afrique du Sud	2 300 210 697	1 882 391 783	- 18,16
Égypte	1 840 588 718	1 720 917 989	- 6,50
Nigeria	1 477 078 484	1 346 052 393	- 8,87
Côte-d'Ivoire	739 575 186	999 696 249	35,17
Sénégal	889 286 017	827 721 109	- 6,92
Gabon	782 589 824	769 438 394	- 1,68
Cameroun	633 824 653	672 146 173	6,05
Congo	490 644 324	588 983 587	20,04
Angola	585 072 494	543 920 820	- 7,03
Libye	227 400 964	539 999 639	137,47
Togo	249 729 601	366 623 726	46,81
Maurice	336 661 873	344 564 537	2,35
Ghana	308 665 555	330 358 263	7,03
Mali	311 062 054	301 567 797	- 3,05
Madagascar	278 845 485	298 230 467	6,95
Bénin	809 097 049	267 562 794	- 66,93
Burkina Faso	218 698 347	262 641 219	20,09
Total Afrique	28 203 607 191	28 191 713 571	- 0,04

Source : douanes françaises

Solutions de Recrutement, Management de Transition, Conseil Opérationnel en Afrique.



orc.fr - Crédit photos : Fotolia, Shutterstock

USG Professionals Africa est le cabinet de Conseil d'USG Professionals, entité hautes compétences du groupe USG People, spécialisé sur le continent africain.

Les équipes USG Professionals Africa sont avant tout des consultant(e)s experts du continent et des problématiques rencontrées chez nos clients. Ils sont de véritables spécialistes des domaines et des fonctions recherchées, et possèdent une expertise forte, reconnue et appréciée par nos clients.

USG Professionals Africa

14 rue Pergolèse, 75116 Paris

Tél : + 33(0)1 53 00 81 81

E-mail : africa@usgprofessionals.fr

www.usgprofessionals.fr/africa



usg professionals | africa

LES ÉCHANGES FRANCO-AFRICAINS

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2012 (EN EURO)

	2011	2012	2012/2011 (%)
Libye	1 997 454 940	4 293 255 995	114,94
Algérie	4 393 127 022	3 918 737 097	- 10,80
Tunisie	4 026 626 321	3 763 215 200	- 6,54
Nigeria	4 345 927 003	3 720 147 339	- 14,40
Maroc	3 148 145 836	3 268 815 407	3,83
Guinée équatoriale	431 716 276	1 944 120 889	350,32
Égypte	1 342 694 623	1 317 670 234	- 1,86
Ghana	1 342 884 771	945 237 524	- 29,61
Angola	1 312 110 423	933 144 517	- 28,88
Congo	527 610 931	868 611 841	64,63
Afrique du Sud	959 104 847	839 770 394	- 12,44
Côte-d'Ivoire	549 294 592	545 645 782	- 0,66
Niger	287 606 994	428 851 165	49,11
Madagascar	316 671 113	335 791 224	6,04
Maurice	276 988 102	288 968 904	4,33
Cameroun	293 023 809	217 319 078	- 25,84
Gabon	116 513 940	172 176 034	47,77
Namibie	85 866 132	125 592 232	46,27
Mauritanie	193 891 172	110 890 703	- 42,81
Seychelles	72 752 145	97 826 097	34,46
Total Afrique	26 807 030 413	28 766 994 994	7,31

Source : douanes françaises

• **Ghana** : la progression des importations a été de 17,4 % en 2012 (10,4 Mds EUR) ;

• **Maurice** : les achats de l'Ile ont augmenté de 9,2 % en 2012 (4 Mds EUR).

Le top 10 des partenaires commerciaux de la France

Les données des douanes françaises montrent les très grosses variations des échanges de la France avec les pays africains d'un pays à l'autre, voire d'une année sur l'autre (tableaux ci-contre). Ce qui tend à confirmer l'existence d'un potentiel de croissance réel, avec une nécessité de renforcer les flux réguliers. La tendance sur les neuf premiers mois de l'année 2013 (janvier-décembre) confirme ainsi une forte concentration des échanges franco-africains (import-export) sur les pays d'Afrique du nord et les pays pétroliers et gaziers, de même qu'en Afrique de l'Ouest :

• Les trois premiers partenaires commerciaux de la France sur le continent sont au Maghreb avec par ordre décroissant : **Algérie** (par ailleurs 15^e partenaire de la France au plan mondial), avec des

échanges en progression de 11,8 % (7,7 Mds EUR) ; **Tunisie** (25^e rang mondial), avec 5,6 Mds (+ 2,45 %) ; **Maroc** (26^e mondial) avec 5,3 Mds (- 0,24 %), où la France s'est fait ravir son rang de premier fournisseur du royaume par l'Espagne en 2012.

• **Le Nigeria** reste un gros partenaire, en 4^e position (mais seulement 33^e partenaire de la France au plan mondial) avec 3,9 Mds EUR, en hausse de 5,27 %, juste devant **la Libye** dont les échanges tendent à stagner (+ 0,56 %, à 3,3 Mds EUR).

• La tendance est à la baisse des échanges avec les deux suivants, **l'Afrique du Sud**, 6^e partenaire africain (et 50^e mondial) avec 1,9 Mds EUR (- 5,6 %) et **l'Égypte** 7^e, avec 1,9 Mds (- 13,4 %).

• **La Côte d'Ivoire** avec lesquels les échanges connaissent une forte reprise (+ 16,1 % sur neuf mois 2013, 1,2 Md EUR) est le 8^e partenaire africain et 3^e au sud du Sahara de l'Hexagone, devant **l'Angola**, avec lequel les échanges sont également en forte progression (+ 20,9 %, 1,1 Md EUR).

• **Le Ghana** arrive au 10^e rang des partenaires africains, avec des échanges qui semblent s'essouffler (928 M EUR sur neuf mois, - 6,38 %).

Au-delà de ce top 10 les tendances sont très variables : alors que les échanges commerciaux sont en forte baisse sur les neuf premiers mois de 2013 avec plusieurs pays à l'instar de la **Guinée Équatoriale** (- 34,1 %), du **Congo** (- 15,6 %) ou encore du **Sénégal** (-15,6 %), ils progressent dans d'autres comme le **Gabon** (+ 19 %) ou le **Cameroun** (+ 1,8 %).

* Base Global Trade Atlas (GTA), de la société Global Trade International Services (GTIS), qui compile les statistiques douanières officielles.

LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA FRANCE EN AFRIQUE PAR PAYS (en million d'euros)

	2011	2012
Monde	34 884	28 009
Afrique	1 753	1 794
Autres pays d'Afrique	1 679	1 308
Pays de la Zone Franc	- 59	723
Pays du Maghreb	430	674
Afrique du Nord	74	486
Angola	651	709
Maroc	162	435
Congo	130	362
Algérie	241	211
Gabon	57	199
Égypte	95	183
Afrique du Sud	149	97
Cameroun	-140	65
Côte d'Ivoire	10	56
Tunisie	27	28
Kenya	27	14
Liberia	- 3	9
Mali	18	2
Sénégal	- 67	- 3
Tchad	- 3	- 3
Maurice	26	- 23
Nigeria	473	- 328
Libye	- 451	- 371

Source : Banque de France
NB : sans signe = augmentation des IDE ;
signe (-) = diminution des IDE

The New York Forum[®]

23-25 Mai 2014
Libreville, Gabon

AFRICA

Réservez vos dates

Pour la troisième édition du New York Forum AFRICA

23-25 MAI 2014

Libreville, Gabon

En 2013, 10 chefs d'État et 1500 décideurs de tous les secteurs se sont rassemblés lors du NYFA pour tracer l'avenir du continent.

En 2014, Rejoignez-nous et transformons ensemble le futur de l'Afrique.



**Pour demander une invitation,
WWW.NY-FORUM-AFRICA.COM**

Entretien avec

Henri de Cazotte, Coordinateur de la mission gouvernementale française sur l'agenda du développement post-2015

« Le nouveau challenge serait que cette relation avec le secteur privé contribue à un renouvellement »

Suite à sa prise de fonctions fin mai 2013, la nouvelle directrice générale de l'Agence française de développement (AFD), Anne Paugam, a demandé à Henry de Cazotte, coordinateur de la mission gouvernementale française sur l'agenda du développement post-2015, de mener à bien le grand chantier de l'innovation à l'AFD voulu également par Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement.

LE MOCI. Quelle est votre analyse de la capacité du secteur privé français à innover pour faire face aux défis africains ?

Henri de Cazotte. Le continent africain est plongé dans une grande transformation avec son entrée dans la mondialisation. Parallèlement, les agences de développement dont l'AFD ont un nouvel agenda autour du développement durable : on lutte à la fois contre la pauvreté tout en veillant à la soutenabilité environnementale. Les enjeux (inclusion, solidarité, qualité de vie, changement climatique, urbanisation, etc.) sont tels que les gouvernements et leurs agences n'y suffiront pas. Le rôle du secteur privé est donc, aujourd'hui, non seulement crucial mais reconnu et l'AFD doit accompagner ce mouvement.

Par ailleurs, les bouleversements technologiques, des moyens de communication, de l'information, appellent à davantage d'innovations et ce d'autant plus que nombre de solutions viennent aujourd'hui autant du Sud que du Nord : le mobile banking, par exemple, est un produit kényan. Ainsi, les vieilles recettes ne sont pas nécessairement les meilleures. On s'interroge, face à cela, sur le nouveau grand partenariat entre les agences de développement et le secteur privé.

LE MOCI. Mais ce partenariat avec le secteur privé n'est pas nouveau...

H. de C. Oui. D'ailleurs l'AFD a été pionnière dans ce domaine. On a créé Proparco, des instruments financiers portés par les banques de développement tour-



DR

nés vers le secteur privé. Bref, on a fait un métier de banquier. On a aussi construit de nombreux partenariats public-privé (PPP) pour financer les infrastructures et apporter des services essentiels. On a encouragé le financement des PME.

Aujourd'hui, une nouvelle étape est devant nous : sommes-nous ensemble, secteur privé et AFD, capables de prendre des risques pour le « développement inclusif » et pour affronter les défis environnementaux en Afrique ? Certes, des expériences ont été faites avec un certain nombre d'entreprises françaises – Danone, Lafarge, Total, Rougier, etc. Il reste à en faire un vrai secteur d'intervention.

En réalité, nous n'avons pas encore les instruments incitatifs suffisants et devons travailler sur la structure des relations

entre le secteur privé et les pouvoirs publics autour de ce qu'on appelle un « développement inclusif ». Comment intervenir au bénéfice d'une population plus large, située hors ou en marge du marché ? En association avec des entreprises voulant être présentes sur ce terrain et qui ont la capacité d'être efficaces, nous pourrions travailler à des initiatives innovantes, intelligentes, productrices de nouveautés adaptées à ces « nouveaux marchés ».

Malgré l'intérêt qu'elle portait à ce secteur, l'AFD a pris un peu de retard face aux initiatives américaines ou britanniques. Certes, l'AFD a été très créative ailleurs, en microfinance par exemple, en développant des outils financiers innovants via des fonds d'investissements eux-mêmes parties prenantes de projets d'investissements sociaux. C'est le cas aussi du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) qui a été très innovant dans le cadre de sa mission. Mais aujourd'hui, les entreprises s'engagent plus, et nous interroge sur ce qu'elles peuvent faire de plus avec nous.

LE MOCI. Quels sont vos secteurs de prédilection ?

H. de C. La ville durable et, dans ce cadre, la mobilité, l'efficacité énergétique pour réduire l'empreinte d'émission de GES, les infrastructures résilientes, la sécurité alimentaire. Comme nous sommes habilités à faire des interventions directes avec les villes, nous pouvons imaginer de nouveaux types de PPP qui se construisent autour de la ville durable.

Gras Savoye, premier courtier d'assurances en Afrique

Depuis la création de notre première filiale africaine au Gabon en 1974, nous sommes présents directement dans 31 pays et continuons notre expansion. Nos 950 collaborateurs locaux gèrent les risques toutes branches de 4 000 entreprises dont 600 groupes internationaux. Leader également en assurance Frais de Santé, nous comptons déjà plus de 700 000 assurés sur tout le continent. Nos clients en Afrique bénéficient de l'ensemble des ressources du Groupe Gras Savoye, N°1 français et présent directement dans 48 pays (Europe, Afrique, Moyen-Orient, Asie) et dans plus de 120 pays dans le monde avec son partenaire Willis, 3^{ème} courtier mondial.

Nos deux directeurs régionaux pour l'Afrique subsaharienne partagent avec vous nos ambitions africaines



Thierry Labbé
Directeur Gras Savoye
Afrique francophone

+ 225 59 874 513
thierry.labbe@ci.grassavoye.com



Olivier Canuel
Directeur Gras Savoye
Afrique anglophone

+33 1 41 43 65 90
olivier.canuel@grassavoye.com

Pouvez-vous nous décrire votre parcours ?

Après 16 ans d'activité à Paris au sein de groupes internationaux de courtage, j'intègre le Groupe Gras Savoye à l'été 2002 pour devenir Directeur Général Adjoint puis Directeur Général de Gras Savoye Cameroun. Après 7 ans en Afrique Centrale, je prends la Direction de Gras Savoye Sénégal puis des filiales d'Afrique francophone subsaharienne en 2011, basé à Abidjan.

Gras Savoye a développé un fort savoir-faire dans la gestion des Frais de Santé en Afrique francophone. Pouvez-vous nous en décrire les grandes lignes ?

19 de nos filiales utilisent le même dispositif de gestion et de statistiques, ainsi qu'un Extranet commun afin de gérer leur activité Santé. Depuis 2006, le chiffre d'affaires de l'activité santé ne cesse de progresser (+15% /an en moyenne). L'environnement dans lequel nos filiales évoluent (systèmes de sécurité sociale défaillants ou ne prenant pas en charge le risque maladie) explique l'appétence pour les couvertures médicales privées. Gras Savoye propose des systèmes de prise en charge des soins en tiers payant, ce qui dans des pays à faible niveau de vie, permet aux assurés d'accéder véritablement (sans préfinancer) aux soins. Le tiers payant est appliqué dans 85% des sinistres (réglés directement aux prestataires de santé). Ce savoir-faire est étendu sur tout le continent grâce à notre réseau en Afrique du Nord et en Afrique anglophone.



Quelle est l'organisation de Gras Savoye dans cette zone et quel est votre rôle ?

Trois hubs régionaux en Afrique de l'Ouest : Dakar (Sénégal, Mauritanie, Guinée Conakry, Mali), Abidjan (Côte d'Ivoire, Burkina Faso), Cotonou (Bénin, Togo, Niger) et un quatrième hub en Afrique Centrale à Douala (Cameroun, Gabon, Tchad, RCA, Congo et RDC). Mon rôle est sur ces pays de suivre la mise en œuvre par les filiales de la stratégie opérationnelle et commerciale définie par le groupe, des relations entre les filiales et les clients panafricains, mais aussi avec les assureurs présents sur le Continent.

Pouvez-vous nous décrire votre parcours ?

Après un début de carrière en Amérique Latine dans le secteur bancaire et la création d'une entreprise de service en 2004, je suis envoyé en RDC pour ouvrir la Mission Economique de l'Ambassade de France, que je dirige jusqu'en 2009. Je prends ensuite la direction de Gras Savoye Côte d'Ivoire et rejoins le siège en septembre 2013 pour piloter la zone Afrique anglophone & Moyen-Orient.

Quelles sont les ambitions de Gras Savoye en Afrique anglophone et pourquoi cette installation dans les principaux pays ?

Compléter le dispositif francophone, afin d'être le seul courtier international ayant un réseau intégré présent sur l'ensemble du continent :

- Accompagner nos clients historiques sur les marchés en fort développement.
- Proposer une couverture continentale à nos grands clients panafricains et internationaux, ainsi qu'aux nouveaux acteurs des pays émergents investissant massivement en Afrique.
- Renforcer notre leadership en matière de gestion de programme de couverture Santé à l'échelle du continent Africain.

Après une première implantation réussie au Ghana en 2008, où nous sommes le deuxième courtier local, Gras Savoye est maintenant installé au Nigéria, au Kenya, en Ouganda, au Libéria, en Sierra Leone et bientôt en Tanzanie.

Quelle organisation comptez-vous mettre en place pour réaliser vos objectifs ?

Deux hubs en Afrique anglophone, respectivement à l'Est à Nairobi et à l'Ouest à Lagos. Avec l'appui des équipes de Gras Savoye International Paris, cette zone bénéficie pleinement des synergies du groupe, tant sur le plan technique que géographique. C'est notamment le cas avec la multiplication des investissements provenant du Moyen-Orient, zone dont je suis également responsable.

GRAS SAVOYE en Afrique : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Egypte, RDC, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Ile Maurice, Kenya, La Réunion, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République Centrafricaine, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, South Africa (Willis), Tanzanie (en cours), Tchad, Togo, Tunisie.

UNE APPROCHE INNOVANTE DE L'AFRIQUE

Le Moci. Donc une ville française épaula les efforts d'une ville africaine avec le soutien de l'AFD ?

H. de C. Oui et potentiellement avec des partenariats privés. C'est la nouveauté que nous pourrions développer. L'AFD pourrait être à leurs côtés, dans les aspects les moins rentables : l'alimentation en eau des bidonvilles, l'intégration des quartiers les plus pauvres dans le cadre d'un projet transport... Pour les projets liés au monde rural, on va s'intéresser aux économies d'eau, à la gestion des bassins versants, au paiement pour les services environnementaux, à la gestion durable des forêts ou de la biodiversité, à l'accès à l'énergie et aux moyens de communication, là où il peut y avoir une participation du secteur privé. C'est donc un défi nouveau pour les secteurs public et privé.

Le Moci. On a l'impression que le secteur privé cale ses investissements sur des besoins nouveaux en Afrique, pour apporter des solutions, tandis que l'AFD part plutôt de thématiques fixées au niveau mondial et essaie de les appliquer à l'Afrique...

H. de C. C'est à la fois exact et faux. Nous sommes portés par la demande locale car nous sommes très présents sur le terrain. Mais il existe aussi de nouveaux engagements mondiaux auxquels la France adhère : équité, inclusion, développement durable, réduction de la pauvreté, et qui sont partagés par la communauté des Nations.

Le Moci. Quels sont, selon vous, les pôles de compétences en France offrant des solutions réellement innovantes pour l'Afrique ?

H. de C. Nos entreprises réévaluent leurs stratégies car la concurrence internationale vient de Chine, d'Inde, du Brésil et nos partenaires africains proposent aussi des solutions produites sur place. Nous

« Il faut travailler avec 100 % de l'Afrique et y promouvoir les innovations »

devons nous adapter au marché de l'Afrique et non pas au seul marché émergent africain. Il faut travailler avec 100 % de l'Afrique et y promouvoir les innovations diffusables qui répondent aux besoins et aux capacités des populations. Des changements extrêmement rapides sont à faire. Certaines grandes entreprises le comprennent. On doit accélérer l'innovation, adapter nos produits, nos instruments, nos outils de financement, pour être pertinent dans un monde qui va très vite. Les gens sont maintenant informés de tout et on a l'impression que l'Afrique est en retard. Mais pas tellement que ça. Les élites africaines vivent entre New York, Paris, Shanghai, São Paulo, et elles voient que le monde bouge. Nous devons aussi adopter cette vitesse-là.

Le Moci. À l'AFD, y a-t-il une nouvelle façon de travailler pour coller à ces réalités africaines si changeantes ?

H. de C. Depuis 10 ans, l'AFD a beaucoup renouvelé ses équipes. Les collaborateurs sont jeunes, très engagés, ayant souvent une connaissance de l'ensemble des pays émergents grâce à une forte mobilité. Notre regard est plus ouvert et donc plus propice à produire de l'innovation, de l'intelligence et aider à susciter des solutions.

Le Moci. Mais les techniques d'intervention sont-elles nouvelles ?

H. de C. L'industrie du financement du développement est un monde très concurrentiel où se trouvent maintenant de nombreux acteurs privés ; ils bousculent les institutions établies. Par ailleurs nos partenaires sont eux-mêmes produc-

teurs de solutions et ont des exigences nouvelles. Il suffit de voir la puissance croissante des grandes banques de développement du Sud. La demande évolue vers plus de technologie, de savoir-faire, de création d'outils, de renforcement de capacités. Notre façon de travailler évolue dans ce panorama très diversifié des institutions de financement du développement même si nous continuons à avoir des pesanteurs et des méthodes de gestion parfois trop prudentes. Nous avons besoin de nous positionner réellement comme producteurs de solutions. L'innovation, c'est l'audace...

Le nouveau challenge serait que cette relation avec le secteur privé contribue à un renouvellement pour l'AFD. On peut résoudre des problèmes, produire de l'impact notamment en passant par les collectivités locales et sans court-circuiter l'État. Ce partenariat global auquel le Secrétaire général des Nations unies appelle avec les villes, les entreprises, la société civile organisée, constitue une inflexion forte pour l'AFD.

Appuyer les innovations peut donc être un instrument stratégique au niveau de l'AFD. Cela concerne tant les sujets technologiques que financiers, institutionnels et partenariaux, et ce dans tous les domaines et thématiques. Proposer un regard neuf, ne pas hésiter à remettre en question des certitudes et des pratiques, participer à des expérimentations collectives, être dans une dynamique ambitieuse qui valorise les apports de chacun, bref être une AFD innovante au service des défis africains : voilà l'ambition.

*Propos recueillis par Bénédicte Châtel
et Anne Guillaume-Gentil*

Les innovateurs africains en avant-première

Une des clés du développement durable est l'innovation. Aussi le ministère des Affaires étrangères, sous l'impulsion du ministre délégué chargé du Développement, Pascal Canfin, et en partenariat avec l'AFD, a lancé « Forum Afrique – 100 innovations pour un développement durable » à l'occasion du Sommet de l'Élysée du 4 au 7 décembre 2013.

Objectif ? Soutenir et aider à la diffusion d'innovations pour le développement durable, portées par des innovateurs africains, dans des domaines tels que la santé, l'environnement, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité femmes-hommes, les nouvelles technologies ou encore l'appui aux entreprises. Une première...